

En1

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE BASQUE
26 février 2009
N° 2067
1,30 €

ENBATA
sauvé des eaux

**Quelle place
pour le Pays Basque
dans le millefeuille
des institutions ?**

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



Prise au piège

QUELLE sera la légitimité du parlement basque qui sortira des urnes, au matin du 2 mars? Comment ne pas se sentir envahi par un profond malaise lorsqu'une force politique qui représente 15% de l'électorat se retrouve absente de l'élection, et que les autres partis en lice s'apprentent à se partager l'espace vide qu'elle aura laissé? À partir du moment où la règle du jeu est modifiée pour un joueur, ne l'est-elle pas automatiquement pour tous les autres? Les citoyens d'Euskadi ont-ils vraiment le choix lorsque ce sont des juges qui décident quels seront les candidats pour lesquels ils pourront voter? Jusqu'à quand vont-ils accepter des décisions qui, de simplifications en conclusions hâtives, de manœuvres politiques en tactiques électorales, sont parvenues à priver de candidature des citoyens ni condamnés par la Justice, ni privés de leurs droits civiques? Comment le gouvernement et la Justice espagnols ont-ils réussi à faire admettre une telle distorsion démocratique? On interdit d'élection des dizaines de citoyens qui bénéficient de tous leurs droits, on prive la gauche radicale basque d'expression politique alors qu'on lui demande en même temps de faire de la politique et d'abandonner les armes! Où est la volonté de parvenir à régler ce conflit qui s'enkyste?

Nous l'affirmons sans l'ombre d'un doute, Jose Luis Rodriguez Zapatero, et avec lui le leader socialiste basque Patxi Lopez, ne sont pas des artisans de Paix. Ils sont des matador qui luttent «à mort» contre un toro basque qui accepte la règle du jeu, résigné à combattre l'adversaire sur son terrain, tout en sachant que tôt ou tard, il mordra la poussière de cette arène espagnole qui lui est hostile. Tous les partis abertzale, PNV en tête, ont intégré le règlement et participent à des élections truquées qui les affaiblissent et qui, à moyen ou long terme, les mettront au tapis. Pourquoi n'y a-t-il pas plus de voix basques et abertzale pour s'élever contre cela? Ont-ils donc tous fini par admettre l'inadmissible, sont-ils donc tous rentrés dans le moule étroit imposé par les dirigeants espagnols?

En Irlande du Nord, Sinn Féin (républicains) et DUP (unionistes), ennemis jurés pendant des décennies, se retrouvent à diriger les institutions régionales ensemble, le premier n'ayant jamais condamné la lutte armée, ni les at-

tentats de l'IRA, le second faisant siennes les idées des groupes paramilitaires loyalistes. L'on nous rétorque que les données ne sont pas les mêmes en Irlande du Nord et au Pays Basque, mais il reste des similitudes fondamentales: un conflit qui fait des victimes, souvent innocentes, des centaines de prisonniers qui croupissent dans les geôles de l'Etat, un peuple qui revendique le respect de son identité et réclame des outils institutionnels... Que se serait-il passé si Sinn Féin avait été interdit d'élection? Pourrait-on parler, aujourd'hui, de règlement du conflit et de processus de Paix? Les dirigeants espagnols n'ont décidément pas la stature de leurs homologues britanniques. Ils excellent dans la corrida mais leur projet ne franchit pas les sables de l'arène...

Zapatero n'est pas Blair, mais en face! Gerry Adams n'a pas non plus d'alter ego... Pas de leader dans cette gauche indépendantiste radicale, personne en mesure d'imposer à son camp le silence durable des armes, personne pour tenir tête à ETA, groupuscule autiste dont l'orientation stratégique se résume à l'invective, la menace et le crime... À quelques jours des élections, la tension monte, les gardes du corps dorment peu, les voitures sont vérifiées, les candidats vaquent à leurs occupations la peur au ventre. Qui sera le prochain? À qui ETA ôtera-t-elle la vie, Liberté première entre toutes? À un socialiste? Un populaire? Un abertzale? «Alkar hil? Hori ez!» chantait le barde d'Orio. Ce genre de questionnement démontre à lui seul l'absence de vie démocratique dans ce territoire.

Vu d'Iparalde, il apparaît très clairement aujourd'hui que la société et plus particulièrement le monde abertzale d'Araba, Bizkaia et Gipuzkoa se trouvent pris au piège. Otages des uns qui, se réclamant de la démocratie, affaiblissent la représentativité abertzale pour enfin prendre le pouvoir et en finir avec l'exception basque. Otages des autres qui, au nom de cette même démocratie, assassinent leurs adversaires et empêchent les abertzale de travailler ensemble dans un climat de confiance mutuelle, étouffant leur propre mouvement politique en le gardant sous tutelle. La société basque est bien piégée, des deux côtés. Et un piège, en Espagne, que l'on soit du côté des cornes ou de la muleta, est fatalement mortel.

Utopia, munduari falta zaiona da !

HITZ horiekin du Frantses estadoko komunika bide andana batean Edouard Glissant idazleak, (Martinikan 1928an sortuak eta 1958an Renaudot saria ukan duenak) Guadalupako eta Martinikako egoeraren konponbidea irudiztatu. Haren aburuz, utopia da errealismo bakarra, ezina gauzatzen edo gainditzen ahal duena!

Noski, esaldi horiek nahiko filosofikoak iduri badute, oraino bere 81 urteekin New York-eko unibertsitatean Frankofoniaren katedraz arduratzen den idazleak adierazpen argigarri batzu gehitzeko parada ukan du media ezberdinetan.

Humanismoz beteriko gogoetariak eta deskolonizazioaren aurkako borroketan artoski engaiatu den pentsalariak hara zer ikasgai eskaini dizkigun azken egunetan.

Antilles-etako egoera lehenik eta bat ezin dela «bizi karioaren» aurkako mugimendu sozial soil batentzat hartu. Gaur egungo gatazka esklabutzaren gainean eraikia izan den historio luze baten ondorioa da. Alde sozial, politiko bai eta identitarioak badi-tu. Hori dute hain xuxen ere Glissant eta beste 8 Antilles-ar intelektualek azpimarratu beren «Guadalupako Erreboltariei Elkartzasun Manifestuan». Krisia horren irakurketa politikoa eskaini dute ugartein injustiziak sortzen dituen sistema bai eta ere Parisen itsutasuna salatuz! Hots, LKP kolektiboaren zilegi-

tasuna azpimarratzeaz gain jende eta jendarte harremanen beste antolaketa bati buruzko proposamenak luzatuak dira!

Glissant-en eta bere kideen gogoetetan Iparaldeko biztanle batek bere biziaren hobeki ulertzeko lagungarriak izanen diren analisi interesanteak atxemanen ditu.

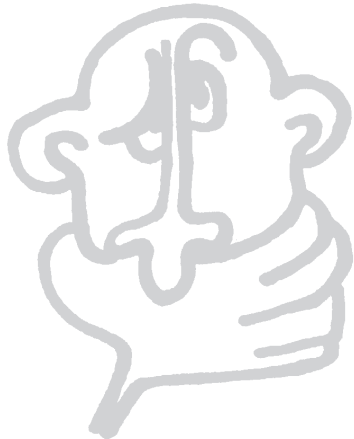
Hara nola ez duela balio erraitea «Martinika eta Guadalupa» frantses departamenduak direla... konduan hartuz ez duela horrek errealtate bat ordezkatzeko eta konduan hartuz haien urruntasuna. Hots «zentro indartsutik» (Paristik) urrun den «periferia»ren eskas guziak biltzen dituzte ugarte horiek...

Zer erran departamendu erdi bat ere ordezkatzeko ez duen Iparalde edo «un coin de France»az!

Ber maneran salatzen dute Guadalupan saltzen diren produktak Frantziatik etortzen direla bertan ekoiztuak izaiten ahal direlarik andana bat. Eta inportazio horiek baldintza arrunt ilunetan eginga direnez argitasuna galdegiten dute sozial mailan oreka atxemaiteko. Baina oro har Frantziarekin diren harremanak argitzeko galdea ere egiten dute Politika mailan oreka aurkitzeko!

Glissant-ek independentziaren aldeko logikan dela dio eta hitz interesante hauekin esplikatzeko du. «Enetzat lortu eta eskuratu

(Segida azken orrialdean)



... de la décision de la police norvégienne d'autoriser ses policières musulmanes à porter le voile pendant leur service. Des policières voilées poursuivant des bandits masqués, ça va pas être triste!

... d'apprendre, à l'occasion d'une collision entre un satellite de communication américain et un satellite militaire russe désactivé, que pas moins de 1.800 satellites désactivés encombrant toujours le cosmos terrestre. Dans l'espace interstellaire, on reconnaît la présence de l'homme à ses poubelles!

... que Caracas expulse un eurodéputé espagnol du Parti Populaire pour avoir traité Hugo Chavez de dictateur. Le PP au secours de la démocratie on aura tout vu! Rassurez-vous, ça se passait au Venezuela!

... que 7 ans après on apprend à l'occasion du procès Colonna que deux suspects ont été écartés. Les informations transmises par le patron du RAID et susceptibles d'innocenter le prévenu n'ayant jamais été prises en compte. Heureusement qu'au pays où les morts votent, rien n'est jamais vraiment enterré!

... et réjoui que dorénavant, pour être pasteur de l'Eglise d'Angleterre, il ne faudra pas être membre du British National Party (BNP), le parti britannique d'extrême droite. Pour ceux qui ne le savaient pas, voilà bien la différence entre protestants et catholiques: à Londres on roule à gauche, à Rome on roule à droite!

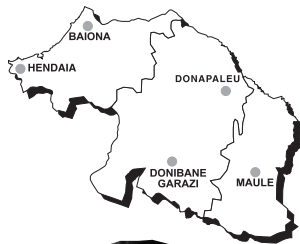
... pas tant que ça que Benoit XVI, poursuivant sur sa lancée, provoque une véritable fronde en Autriche en nommant l'ultra-conservateur Gerhard Maria Wagner comme évêque auxiliaire de Linz. Pendant ce temps la majorité des catholiques attend désespérément que le pape sorte de sa bulle!

... de lire dans *Le Monde*, après la victoire du XV de France sur les Ecosais: «Le public n'a vu qu'une troupe de caissiers de banque timorés, à l'exception notable du Basque bondissant Imanol Hariñordoquy qui donnait l'impression d'avoir décrété unilatéralement son indépendance». A quand l'équipe nationale basque dans le Tournoi des 7 nations?

Thèmes divers de 2009

(deuxième partie)

Il me reste à traiter les autres points que j'avais annoncés pour ce numéro: le nouveau départ pour l'association Lantegiak, et le rôle possible des abertzale dans les réunions du Garapen Kontseilua. Je vais aussi évoquer un sujet d'actualité: le laminoir de la rive droite de l'Adour.



Lantegiak, vers un nouveau départ?: Cette association d'entrepreneurs du Pays Basque, comme on le sait, est présente dans de nombreux lieux de discussion et d'échange, ainsi que, par exemple, la CCI, la Chambre des métiers, le Garapen Kontseilua, et, sans doute d'autres...

Ce qui nous rassemble et nous distingue

Nous ne sommes pas néanmoins un bloc homogène et tant mieux. Cela permet ainsi d'avoir des points de vue plus nuancés et peut être aussi moins polémiques. Mais il semble utile de savoir, au fond, ce qui nous rassemble, et sans doute aussi ce qui peut nous distinguer d'autres structures (type syndicat professionnel ou club d'entrepreneur). Il est sans doute aussi intéressant de connaître ce qui nous divise (quels sont les clivages, les raisons de ces clivages). En effet, c'est en avançant des arguments que les positions moyennes (de compromis, ce qui n'est pas forcément un «*gros mot*») peuvent être trouvées. Entre autres sujets délicats, au sein de Lantegiak, on peut citer: l'implantation proposée à Mendionde, la LGV, la place du foncier industriel, l'agroalimentaire «*de masse*», etc. Et on peut raisonnablement penser que, très souvent, des solutions «*bis*» n'ont pas été

Pantxo Bimboire

recherchées, tant les acteurs étaient arc-boutés sur des positions rigides. On peut aussi penser que Lantegiak peut être un lieu spécifique où ces positions médianes peuvent voir le jour. Au niveau de la méthode, sans doute que dans les prochaines semaines, nous aurons l'occasion de nous rencontrer et d'affiner nos positions, et ainsi, sera ébauchée une amorce de stratégie ou plutôt une conduite à tenir pour ses représentants qui participent dans les divers lieux d'échange. Il nous appartiendra ensuite de faire savoir nos positions, car jusqu'à présent, nous avons été relativement timides sur la communication.

Le rôle des abertzale

Garapen Kontseilua, deux gros dossiers, la charte foncière et le social: l'éléphant accouchera-t-il d'une souris, ou est-ce que le «*gentil club bien pensant*» dont je fais partie, sera à la hauteur de l'importance du problème? Tout d'abord, sur le foncier, il s'agit que Garapen Kontseilua bâtisse une charte de l'aménagement qui puisse servir de base consensuelle à l'échelle du Pays pour partager le terrain limité (le Pays Basque est petit) en: surfaces agricoles, d'habitation, d'aménagements d'infrastructure et de zones économiques: vaste programme. Le Garapen va procéder à des réunions terrain pour remonter les différentes contraintes. Cette charte finale pourra être le document guide à l'usage des municipalités ou des communautés de communes, pour ébaucher des projets ou en écarter d'autres (comme par exemple, certaines demandes de permis de construire de maison individuelle). Deux remarques: étant malheureusement obsédé par les terrains «*industriels*», mon mandat Lantegiak m'a conduit à demander que cette charte puisse être jugée en intégrant un ou des indicateurs de réussite en termes de surfaces allouées au terrain industriel, et en termes d'évolution de ces dernières, dans le temps. Cela sera fait. La seconde remarque concerne le rôle des abertzale dans ces réunions et cette construction: il semble primordial mais aussi «*à la hauteur de la conviction de ces mêmes abertzale*» de défendre le «*bout de gras*», c'est-à-dire la surface à vocation industrielle (si

nous en avons la conviction profonde).

Le social: des réunions auront lieu dans les prochaines semaines, il s'agira de trouver des alternatives aux conflits, d'établir des bonnes gouvernances sociales dans les entreprises, des meilleurs partages des résultats, etc. Là encore, très vaste sujet. Ce travail est «*sur la table*», pour une grande part, à cause des antécédents du Président, mais va-t-on s'en offusquer? Il ne sera pas simple, ni à cause du contexte (90% des entreprises du Pays ont moins de 5 salariés), ni à cause de la situation (le partage des résultats en 2009, pour une PME/PMI sera faible), mais faut-il refuser d'évoquer le sujet. Lors des élections au Garapen Kontseilua, dans la section économique et sociale, nous étions de ceux qui avaient facilité l'entrée officielle de LAB (pour compléter le groupe «*basque*»). Nous verrons, à l'usage, comment se met en place ce travail important.

100 emplois directs, impact environnemental quasi nul

Le laminoir: qu'il puisse être un sujet de polémique me dépasse, personnellement. J'ai déjà eu l'occasion de dire que, de façon générale, les implantations industrielles étaient «*dans le colporteur réglementaire*» des DRI-RE, et qu'en gros, on ne pouvait plus faire n'importe quoi (heureusement, par ailleurs). J'ai aussi eu l'occasion de critiquer la position suiviste des élus abertzale de Biarritz qui avaient refusé l'implantation de «*Derivados Forestales*». Nous sommes en 2009, nous verrons «*tous la larme de crocodile*», en cœur, sur les délocalisations, en refuserions-nous d'en payer le prix? Les enjeux, rapidement: 40M€ d'investissement, 100 emplois directs, 300 à 400.000 tonnes de trafic supplémentaire par le Port, impact quasi nul sur le plan sonore, collecte et recyclage des eaux de pluie, traitement et recyclage des eaux de lavage et de purge, production d'énergie verte par les panneaux photovoltaïques de la toiture (plus de 15.000m²...), etc. Mais, aussi, accroissement de technicité de la zone, ouverture sur des métiers industriels et environnementaux. Bref, vous avez compris, je suis pour, et il me semble qu'il faut saisir l'occasion. Aste buru on!



Forcing du Préfet pour une nou

L'Etat, par son représentant local, exerce une forte pression sur les élus basques pour l'adoption du protocole portant création et financement du TGV traversant Iparralde. Alain Iriart, maire et conseiller général de St Pierre d'Irube, est en pointe dans la contestation de ce schéma coûteux et terriblement destructeur de l'environnement. Il répond aux questions d'Enbata.

Alain Iriart



E NBATA: *Le préfet des Pyrénées-Atlantiques a réuni, à la sous-préfecture de Bayonne, les élus du Pays Basque dont les communes sont directement touchées par le futur tracé de la nouvelle voie du TGV. Après avoir été le seul à voter contre le protocole RFF-Etat au Conseil général et amené le vote de refus de la Communauté des communes Nive-Adour, vous avez été en pointe de la contestation du schéma proposé par le préfet lors de cette réunion de Bayonne. Pouvez-vous nous retracer cette rencontre?*

Alain Iriart: Je voudrais rappeler que depuis décembre 2006, échéance du débat public, aucune information écrite ou orale ne nous a été communiquée. Trois ans sans information et d'un seul coup, RFF par l'intermédiaire de Mr Maudet, dévoile une carte qui précise les contours de la voie nouvelle TGV. Personnellement, je n'ai pas attendu cette rencontre pour prendre position avec les maires de la Communauté de communes Nive Adour en 2006, puis en 2009, et plus récemment au Conseil général par deux fois, et seul, j'ai voté contre une délibération qui approuvait le projet et son financement. Aujourd'hui plusieurs communes ou Communautés de communes ont émis des positions défavorables au projet. Lors de cette réunion, je me suis donc fortement positionné pour souligner tout d'abord l'incohérence des analyses qui justifient la création d'une voie nouvelle et les conséquences désastreuses pour les habitants du Pays Basque et notre environnement. Les prochaines échéances sont les suivantes: détermination d'un fuseau de passage de 1.000 m pour l'automne 2009 et d'un fuseau pour l'automne 2010. A cette date, le ministère délibèrera pour approuver le projet de ligne nouvelle.

Enb.: Au-delà du tracé encore inconnu de cette nouvelle ligne TGV, dont on peut supposer le coût environnemental, ne doit-on pas d'abord se poser la question de la nécessité de cette nouvelle ligne? Par ailleurs, vous a-t-on convaincu de la saturation des lignes actuelles avec des expertises indiscutables?

A. I.: Le tracé ne sera définitivement connu que dans quelques mois, à l'automne, (c'est-à-dire demain!). Les décisions de RFF s'imposeront alors à tous. Mais vous avez raison de préciser que la question essentielle est bien la nécessité ou non d'une voie nouvelle. Je reviens en 2006, lors du

débat public où un certain nombre d'élus, des membres du Cade, des citoyens, des Verts ont posé ces questions. La seule réponse qui nous a été apportée est que les lignes actuelles

Pays Basque. Aujourd'hui RFF ne sait pas préciser le nombre de trains qui circuleront sur la voie nouvelle et sur les voies existantes: «Les calculs de prévisions de fret sont très difficiles à



Le TGV entre au Pays Basque

étaient saturées. Devant l'insistance des questionnements, il a été décidé de missionner un cabinet d'études qui a mis en évidence que les chiffres de trafic annoncés par RFF étaient faux. Il n'est pas possible de bâtir un projet de cette envergure en masquant la réalité, en modifiant très sensiblement l'état des lieux. Vous avez compris que je ne crois absolument pas à la saturation des lignes actuelles, et aux prévisions de trafic de fret qui ne servent qu'à justifier la création d'une voie nouvelle en Pays Basque. Plusieurs collectivités vont donc financer une expertise indépendante et demander l'aménagement des voies actuelles sur la base d'hypothèses de trafic plus réalistes.

Enb.: Un front de refus général des collectivités locales du Pays Basque est-il envisageable? Si oui, pourrait-il contraindre RFF et l'Etat à abandonner la création de la nouvelle ligne TGV en Pays Basque?

A. I.: Aux côtés de celles de nos concitoyens, les prises de position des collectivités sont en effet très importantes. Plusieurs collectivités se sont positionnées de façon défavorable mais plusieurs autres ont validé le projet en acceptant son financement. La seule façon de contraindre RFF à abandonner la création de voie nouvelle sera de mettre en avant les contradictions du projet. La voie nouvelle sera destinée au trafic international de fret et de voyageurs, c'est-à-dire que nous nous contenterons de voir passer des trains qui desserviront le Nord et le Sud de l'Europe sans aucun avantage pour les habitants du

réaliser». RFF ne sait pas «si il faut une gare en Pays Basque, les études le préciseront». RFF ne se sait même pas comment la voie sera réalisée «15 km avant la frontière, enterrée» ailleurs, «les études le préciseront». Plusieurs milliers de personnes et d'hectares sont concernés mais RFF ne «sait toujours pas» pourquoi et comment il met en œuvre son projet. J'ai acquis la conviction qu'on se moque des élus et des habitants du Pays Basque. Pour ces raisons, je pense et je m'y emploierai, qu'il faut se mobiliser aujourd'hui au sein d'une démarche citoyenne, pacifique mais farouchement déterminée à faire abandonner le projet RFF. Tout simplement parce qu'il va contre les habitants du Pays Basque.

Enb.: La perspective d'un lourd endettement à long terme des collectivités locales basques pour le TGV inquiétait déjà les élus. La suppression annoncée de la Taxe professionnelle ajoute-t-elle à cette inquiétude?

A. I.: Effectivement le coût très élevé du projet a incité l'état à solliciter les collectivités locales dont la Communauté d'agglomération du BAB et la Communauté de communes Sud Pays Basque. C'est bien sûr des endettements à très long terme qui pénalisent les investissements futurs de ces collectivités. Tous ces appels à financement s'effectuent dans un contexte d'incertitudes fortes au sujet des finances des collectivités locales: quelles compensations de la Taxe professionnelle; quelles évolutions des dotations d'Etat, alors que l'Etat est en

Nicolas Blain, élève en informatique ayant participé aux grèves de l'IUT Bayonne - Pays Basque

Faire entendre nos revendications!

"Ça passe par la mobilisation et la recherche de nouvelles idées."



L'une des nombreuses manifestations organisées par les étudiants de l'IUT.

Alda! a rencontré Nicolas Blain, étudiant de l'IUT Bayonne - Pays Basque, entre deux réunions, pour faire le point sur les mobilisations des IUT contre la Loi LRU (Loi relative aux libertés et responsabilités des universités).

La Loi LRU a eu comme conséquence immédiate depuis le 1^{er} janvier la suppression de 2 postes à l'UPPA. Après les témoignages de lycéens et d'universitaires, voici un nouvel éclairage sur la façon dont les élèves de l'IUT ont mené leur mobilisation pour faire entendre leurs revendications.

Comment et quand as-tu commencé à t'impliquer contre la loi LRU ?

L'année dernière, étant en première année de biologie à l'université de Pau, j'avais déjà eu l'occasion de participer aux

manifestations contre la loi LRU. Actuellement, je suis en 1^{ère} année à l'IUT d'Informatique et je fais partie du groupe de l'IUT qui organise et anime les mobilisations contre la loi LRU.

"Gure mobilizazioetan, erakasle, ikerle, zuzendari eta ikasleen artean nolabaiteko elkarlana eta elkartasuna lortu ditugu."

C'est toujours la même loi qui pose problème ?

Oui, elle existe depuis l'été 2007... mais son application se fait par petits bouts (d'abord les Lycées, puis une partie des universités, puis les IUT, etc.)... Du coup les mobilisations suivent ce rythme.

Cette année, la loi LRU s'applique dès le 1^{er} janvier aux IUT... et dans le cas de l'UPPA on a assisté à la suppression de deux postes. Nous avons pourtant eu des propos rassurants de grands élus locaux sur ce thème-là lors de l'inauguration de l'université en décembre dernier.

Quelle est la spécificité de l'IUT (Institut Universitaire Technologique) ?

Lorsqu'on a manifesté dans les rues de Bayonne pour la première fois afin de montrer à la population nos revendications nous avons remarqué que très peu connaissaient ce qu'était un IUT. Nous avons donc fait un grand travail pour présenter l'IUT et ce qui était en danger avec cette loi LRU.

En fait, les IUT sont reliées aux universités et offrent une formation sur deux ans qui permet l'obtention d'un DUT (Diplôme universitaire de technologie).



Nicolas Blain

C'est une formation ouverte au monde du travail, avec ses 8 semaines de stage en entreprise inclus dans le cursus scolaire,

qui assure aussi des bases théoriques donnant la possibilité aux étudiants de poursuivre leurs études (licence, master, école d'ingénieur ou de commerce, etc.).

Les IUT sont des établissements reliés à l'université (ou sous tutelle) offrant près de 1800 heures en 2 ans et 80% des élèves en sortent avec un diplôme alors que l'université offre deux fois moins d'heures de cours et la moitié des élèves l'abandonne avant l'obtention du diplôme.

Comme 3 élèves sur 4 dans les IUT sont des boursiers, les IUT sont considérés comme faisant partie des "formations ascenseur social".

Enfin, le DUT est un diplôme qui est délivré par les 116 IUT de l'hexagone et a la même valeur partout.

C'est la mise en danger de ces valeurs que nous contestons en nous mobilisant contre la loi LRU !

Comment se sont mobilisés les IUT contre la loi LRU ?

En fait les directeurs et les enseignants ont organisé le 22 novembre 2008 dans les 116 IUT de l'hexagone une journée de formation et d'information sur la loi LRU. Comme même pour eux la situation n'était pas assez claire, toute une journée a été organisée pour que les étudiants puissent aussi prendre conscience de ce qu'est la loi LRU et de ce que pourraient être ses conséquences pour l'avenir des IUT y compris celui de Bayonne (avec ses 900 étudiants par an).

Par la suite, un noyau d'une vingtaine d'étudiants motivés a décidé de continuer et de renforcer ce travail d'information.

Pour calmer le mouvement, le gouvernement a pourtant essayé de montrer qu'il allait apporter des garanties aux IUT?

La "Charte de bonne conduite entre Présidents d'Université et d'IUT" que propose le gouvernement n'aura aucune valeur légale. Ce ne sont que des mots qui dans quelques temps, en cas de litige ou de non respect de la "bonne conduite" ne pourront bénéficier d'aucun recours.



"Gure helburua ikasketa maila onaren segurtatzea denez, gure ekintzak eta erabilitako medioek, helburu horrekin koerentzia atxiki dute."

Plusieurs de nos revendications sont restés sans réponse.

Le fléchage de moyens par le ministère ou le lien direct du Ministère aux IUT ne sera plus garanti. Les budgets des IUT ne seront plus directement obtenus du ministère mais de l'université.

Le statut des Chercheurs (il y en a 9 reliés à l'IUT de Bayonne Pays Basque) risque d'être modifié. Là aussi, comme les chercheurs apportent des subventions aux IUT et que certains de leurs salaires sont pris en charge par le CNRS... on imagine qu'à l'avenir ce ne sera plus possible de compter sur leur présence...

Compte tenu de la situation et du mécontentement général, ce qu'on demande c'est un moratoire. Que les changements soient vraiment le fruit de concertation et non d'une imposition de la LRU.

Pour obtenir gain de cause, vous avez choisi plusieurs formes de mobilisation...

En novembre et décembre dernier on s'est mobilisé pour s'informer et informer en manifestant dans les rues...

Afin de ne pas pénaliser notre cursus assez court (2 ans) avec des mois de grève (qui mettraient en jeu la crédibilité de notre propre diplôme) on a convenu avec les enseignants de la meilleure façon de concilier la mobilisation et les cours.

Le fait de toujours prendre en considération les éventuels dégâts sur la valeur du diplôme qu'entraînerait un type de mobilisation plutôt qu'un autre nous a aussi permis de plus facilement convaincre la majorité à se mobiliser !

Du travail de formation (en utilisant des dossiers montés par les syndicats d'enseignants sur la loi LRU) à celui d'information (en diffusant des Power Points explicatifs par email, etc.) on a décidé de s'organiser au niveau de l'IUT comme un mouvement "maison" qui a pris des décisions dans des "Assemblées Générales". Ces mêmes AG ont décidé de montrer que la loi LRU n'était pas bonne en manifestant dans les rues de Bayonne, en organisant la communication avec les médias (francophones et bascophones) pour que les messages des AG soient relayés correctement.

Enfin, nous avons toujours cherché à montrer la diversité du mouvement en faisant des conférences de presse commune avec les enseignants, en montrant via les projections de diaporama nos différentes actions à la presse et aux étudiants en fin d'AG, en communiquant directement au ministre et aux médiateurs, etc.

Tout cela fait que nous avons gagné en crédibilité et que les élus locaux apportent et affichent maintenant leur soutien à nos revendications en défense de l'IUT.



"IUT Gaualdia": IUTan mobilizazioak forma berezia hartu du... gauaz ere!

Eguzkia alde onetik edo txarretik ateratzen!

Kiskil

Milesker EHLG!

Gertakari batzuk indarra eta kementa emaiten dute, EHLGren alde izan den mobilizazio azkarrak, dopatze bat izan da asko jendeentzat. Erakutsia izan da denen artean indarrak bilduz, ze ondorio onak ateratzen ahal ziren. Milesker Jaun Prefeta eta Chambre d'Agriculturreko Presidenteari, zuei esker memento xoragarriak bizi izanik sostengu kanpainan. Urtarrilaren 29an, eguzkia alde onetik atera zen, denek gogoan izanen duten eguna.

Ez da denetan gauza bera erraiten ahal!

Euskal Autonomi Erkidegoko hauteskundeak direla eta berri latzak entzuten dira. Alderdi batek ezin duela aurkeztu, ez eta bere maneran kanpaina egin. Biharko Gasteizko parlamentua zango motz geldituko da. Denek ahoan konponbide politiko bat lortu behar dela eta bakoitza berean tematzen. Noiz egiazki, eguzkia alde onetik aterako da Euskal Herrian? Nork kudeatuko du Parlamentua espainolen esku geldituko ala euskaldunak beti agintari geldituko dira? Laster ikusiko, erantzuna igande arratsean.

Uharteak kesu!

Guadalupen aldiz borroka gaitzak eremaiten dituzte, hedabideek maiz aipatzen dute borroka soziala. Itsasoak igortzen ahal badigu han duten kementa!! Aldiz ez dute sekulan santan aipatzen borroka horrek abertzale aldarrikapen bat baduela: hizkuntzarena - lurraldetasunarena... hedabide handi horiek zeren beldurra dute, hori aipatzen badute beste batzuei mobilizatzeko nahikeria emanen dutela? Mobilizazio sozial ala abertzale gaien inguruan eguzkia alde onetik atera baledi!!

Aferen ontzeko krisi ekonomikoa buru gainean!

Denen ahoetan krisi ekonomikoa, zenbaitzuk ezezkor eta beldurra sarrazten digute. Beste batzuk kapitalismoaren porrot handi batean izanez, horretarik pasatu beharko beste mundu berri baten osatzeko. Afera horretan ez jakin eguzkia alde onetik ala txarretik aterako den.

Euskal Herrian... Europan.. munduan zehar... gauza asko pasatzen ari dira, laster udaberrian sartuko gira, ea eguzkiak bazterrak goxatu dituen sentsu onera.

Itxaropena atxiki behar!



MATTIN IRIGOIEN

"Paisola idek!" libertimendua



Martxoaren 1an, goizeko 11etarik landa, Donapaleuko merkatu lekuko plaxotean

Donapaleun iragan diren azken toberak, 1991an izan dira, duela 18 urte!

Alda! errepikaldi batean topatu da, aurten Donapaleuko karriketan, Libertimenduaren bidez, kultura mailan bizi berri bat ekarri nahi duen gazte talde batekin. Hara beraz talde hortako kide diren **Maia, Argitxu, Amaia eta Ibanen, zombait gogoeta Libertimenduari buruz bai eta ere molde orokorrean ekitaldi kultural baten bizi arazteari buruz.**

Zer da libertimendu bat?

"Ihauteri denboran egiten den antzerki mota bat. Tobera bezala plaza erdian emaiten dena! Libertimendua auzirik gabe bada ere, pertsonaia nagusi batzuei atsemaiten dira: *jauna, anderea, huxerrak, hartza* (Donapaleuko ez dugu). Dantzarien eta bertsolarien parte hartzea ere badu."

Eta noski zirtzilak?

"Bai, zirtzilak rola garrantzitsua da! Libertimenduan bi rola nagusi atxemaiten dira. Alde batetik *zirtzilak* (gaua, iluna, gauza txarrak, ele librea eta salatzeke prest dena ordezkatzeko dutenak) eta beste aldetik *dantzariak* (argia, alaitasuna, ordorearen ikurrak direnak)."

Zeri buruz ari da "Paisola idek"?

"Amikuze eskualdeko auzo biziko eta ere jendarte orokorreko gai ezberdinak aipatzen dituen libertimendua da. Paisolaren metafora, Kakoren aferan agertu zen paisolatik etortzen da. Baina, azken aldiakotako euriak eta krisi ekonomikoa aterki horrekin ere badute zer ikusi!"

Noren parte hartzea izanen da?

"Kitzikazank antzerki taldearena, amikuzeko beste gazte batzuren, Burgaintzi taldeko dantzariena (kabalkada 10etarik aintzina igerilekutik abiatuko dutena) eta bertsulari gazteena (Bixente eta Mattin Luku, Bixente Hirigarai eta Txomin Elosgi)."

Nola sortu da Libertimenduaren egiteko ideia?

"Gutarik batzuk, duela lau urte Garaziko lizeoaren bidez hango Libertimenduan parte hartzeko parada ukan zuten. Bestalde, Kitzikazank antzerki taldeko kideak bagira ere. Kakoren aferan famatu bilakatu zen paisola ukaldiak gogoan eman zaukun zerbaiten egitea horren inguruan... Ondorioz Mattin Irigoien kitzikatu dugu zerbait idatz zezan eta Libertimenduaren sortzeko ideia indartu da."

Ideiatik karrikara zein da ibilbidea?

"Azaroan testoa ezagutu dugu, landu eta gure ganatu. Hasieratik beraz 8 testu dunak inplikatu dira. Azken 3 hilabeteetan, aste buru guziz kasik topatu gira testu dun eta beste parte hartzaileak Libertimenduaren lantzeko! Dantzari, antzerkilari, etab. konduan hartuz 40 gazte mugitu dira Libertimenduarentzat! Eguna Kabalkada eta Libertimendurekin hasiz geroz untsa segitzeko, Donapaleuko ikastolak gure galdeari baikorki erantzun du eta bazkari alaitu batekin segitzeko parada ukanen dute nahi dutenek! Gainera, goizaldean euria balitz merkatu lekuko aterbean iraganen da Libertimendua."

Azken egunak hor direnez, zertan ari zirezte?

"Opor garaia denez kasik asteen hirutan ari gira errepiketean. Euskal Irratietan abisuak eta afitxaketa kanpaina ere abian ezartzen ditugu."



Errepikaldiko zombait irudi : dantza, bertso, antzerki, etab. ez dira falta izanen Libertimenduan

Vie Associative

Liberté d'expression des associations, quelles limites?

La Fondation Manu Robles-Arangiz met à la disposition du public, dans sa bibliothèque un certain nombre de journaux, revues et livres. Voici un exemple de Fiche Pratique, issu de la revue "Association mode d'emploi" que vous pourrez consulter au local de la Fondation.

Pour entraver la liberté d'expression et d'action des associations, deux types d'attitude existent : la procédure pour dommage causé et l'intimidation.

La liberté d'opinion et d'expression est un droit constitutionnel en France. Elle est encadrée par la loi et connaît un certain nombre de limitations. Il s'agit notamment de toutes les incitations à des crimes ou délits, de la diffamation et de l'injure, et de tout dommage qui peut être causé à autrui. Plusieurs associations ont récemment été confrontées à des mises en cause basées sur ces limitations.

La menace du procès

La nature même de leur action amène de nombreuses associations à critiquer des entreprises ou des personnes représentant des institutions. C'est notamment le cas pour les associations de défense de l'environnement, de défense des droits de l'homme, etc. De plus en plus souvent, les entreprises contre-attaquent en justice pour dommage causé à la marque, contrefaçon, voire diffamation ou injure. Lors d'une de ses campagnes, Greenpeace avait reproduit sur son site internet le logo et la dénomination Areva en les associant à une tête de mort. Areva a poursuivi Greenpeace pour contrefaçon de marque et pour des actes fautifs estimant que la marque ainsi caricaturée discréditait et dévalorisait l'image de l'entreprise. Greenpeace a d'abord été condamnée, mais la Cour de cassation est revenue

sur ce jugement estimant que "ces associations agissant conformément à leur objet, dans un but d'intérêt général et de santé publique par des moyens proportionnés à cette fin, n'avaient pas abusé de leur droit de libre expression" (arrêt n. 07-11251 du 8 avril 2008). (...)

L'attaque peut enfin venir d'un maire comme celui qui avait fait servir du pain et de l'eau à certains enfants comme repas de midi à la cantine parce que les parents de ces enfants avaient un retard de paiement. Une association locale avait fait connaître les actes du maire. Celui-ci attaque alors l'association pour diffamation. Le 12 novembre 2008, la cour d'appel a débouté le maire de ses demandes.



L'intimidation

Certains domaines restent extrêmement "sensibles" en France comme le nucléaire. Ainsi, le porte-parole de Sortir du nucléaire a été mis en garde à vue à deux reprises pour détention et divulgation de documents classés "confidentiel défense" sur la résistance de l'EPR aux risques sismiques et de chute d'avion. Il risquait une inculpation pour "compro-

mission du secret de la défense nationale" dans le cadre des juridictions anti-terroristes. (...)

Autre domaine, mais message identique vis-à-vis du Droit au logement (DAL), condamné par le tribunal de police à 12 000 euros d'amende pour avoir "embarassé la voie publique" (article R. 6442 du Code pénal). Il s'agissait des tentes pour les sans-abri... Pour le DAL, "ce jugement est un message dissuasif aux autres associations, ainsi qu'aux exclus du logement en lutte". (...)

Que faire?

Lorsqu'il s'agit d'un procès, la lecture des jugements montre qu'il est impératif avant de se lancer dans la critique d'une entreprise ou d'une institution (représentée par un epersonne) de s'assurer :

- ✓ qu'on agit bien dans le cadre de l'objet de l'association.
- ✓ qu'on agit dans le cadre de l'intérêt général.
- ✓ qu'on étaye bien son propos.
- ✓ que la critique est proportionnée.

Seule la mobilisation citoyenne peut protéger

Lorsqu'il s'agit d'intimidation, de menace et de harcèlement par les services de l'Etat (police, justice), seule la mobilisation citoyenne peut protéger les associations. Et à cette mobilisation on peut ajouter des recours juridiques s'il y a diffamation de l'association. C'est aussi le cas lorsqu'il s'agit du maire ou du président du conseil général qui, sous des formes moins directement violentes que celles de l'Etat, tente de limiter la critique de sa politique. Toutefois, en cas de retrait de subvention ou de mise à disposition d'équipements, le tribunal administratif tranche souvent en faveur de la liberté quasi absolue de l'élu à accorder une aide à une association contre la discrimination dont vous êtes victimes. □



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrika
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
ipar@mrafundazioa.org
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Dani Gomez
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Aldaren koordinatzailea
Xabier Harlouchet



ouvelle ligne TGV

situation financière délicate (aggravation du déficit public).

Mais, ce qui me choque le plus ce n'est pas que l'Etat recherche des partenaires financiers mais qu'il contraigne les collectivités à s'engager sur un projet mal défini (trafic incertain, techniques de réalisation qui ne sont pas rendues publiques, avantages de la voie nouvelle pour le Pays Basque inexistant). Et vous observerez que la seule information dévoilée en trois ans a été celle du financement. Pendant plusieurs mois, les discussions ont porté sur le financement d'un projet dont nous ne connaissons pas les contours. C'est pour cela que je dis que les choses sont volontairement faites à l'envers pour tromper notre vigilance.

Enb.: Que vous inspire le vote négatif des conseillers généraux socialistes béarnais lors de la commission permanente du 16 février, en faveur d'une politique de la petite enfance en euskara?

A. I.: C'est un tout autre sujet! Effectivement, à l'occasion de la dernière séance de la commission permanente,

socialiste agricole (MSA), l'Office public de la langue basque et le Conseil général. Cette convention, fruit du travail commun de tous leurs membres, fixe le cadre du partenariat dans le domaine de la garde des enfants au sein des crèches bilingues ou basco-phones. Les critiques les plus acerbes sont venues des socialistes béarnais: discrimination dans le recrutement (personnel bilingue...), choix des parents et principe de volontariat non respectés, quelle place pour la langue de la république, légalité constitutionnelle de la convention...

Cela fait plusieurs années à Bayonne que nous n'entendons plus ce type de remarques. Personnellement, cela me rappelle les positions de la droite locale il y a une trentaine d'années. Aujourd'hui c'est la gauche béarnaise qui campe sur les positions d'un autre temps et Max Brisson qui développe l'offre d'enseignement de la langue basque!

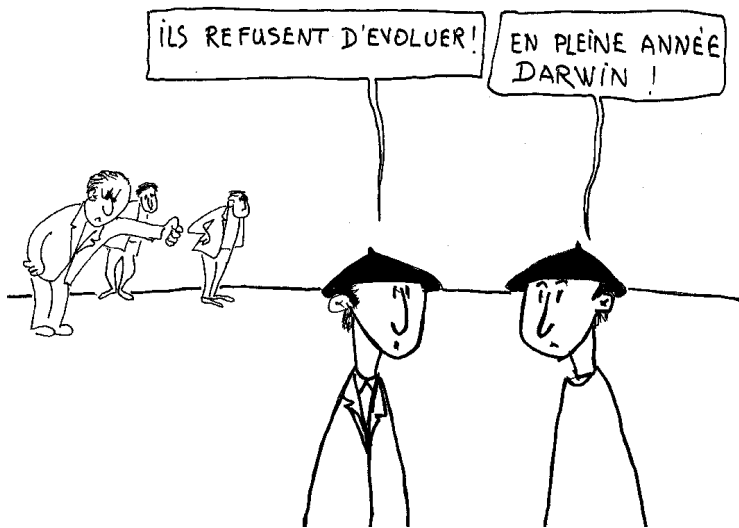
Sans en tirer de conclusions politiques trop hâtives, je retiens personnellement deux choses: la première est que la convention a été adoptée à la majorité des conseillers présents; la

Réforme des institutions

Edouard Balladur, Président du Comité pour la réforme des collectivités locales mis en place par Sarkozy, a reçu mardi 17 février, une délégation du Pays Basque conduite par les présidents du Conseil des élus, J-J. Lasserre, et du Conseil de développement, Jean-Baptiste Etcheto venu défendre le dispositif de «gouvernance» d'Iparralde. Ils ont estimé avoir été entendu. Abertzaleen Batasuna porte sur cette rencontre un regard plus critique. Voici sa position.



La délégation basque rencontre Edouard Balladur
De g. à dr.: J. Grenet, J-J. Lasserre, F. Maitia, C. Philips et J-B. Etcheto



un feu nourri de questions et de remarques est venu s'opposer à une délibération proposant une convention entre la CAF de Bayonne, la Mutualité

deuxième est qu'une socialiste béarnaise se soit exprimée pour dire que le bilinguisme est un atout pour les enfants... Milesker!

Les progressistes et l'euskara

DOIT-ON être surpris du vote négatif des conseillers généraux socialistes béarnais à la convention avec la CAF de Bayonne pour le financement de l'usage du basque (bilinguisme ou immersif) dans la structure «petite enfance»? Réuni à Bayonne le lundi 16 février en commission permanente, cette convention, présentée par le président du Conseil général Castaings, a été

adoptée par 14 voix contre 8 voix de socialistes béarnais et l'abstention de l'Angloy Guy Mondorge doutant de la constitutionnalité du texte. On a appris à cette occasion que la CAF de Pau refusait de financer une crèche occitane en vallée d'Ossau, ce qui laisse de marbre nos socialistes béarnais et même Guy Mondorge qui «aurait aimé que le même traitement (fait au basque) soit réservé au gascon».

«RÉFORME des institutions: le Pays Basque n'est toujours ni entendu ni reconnu! Abertzaleen Batasuna fait part de ses réserves suite aux déclarations des présidents du Conseil des élus et du Conseil de développement du Pays Basque après leur rencontre avec la commission Balladur. Toutes les démarches entreprises ici depuis 15 ans (Pays Basque 2010, Lurraldea, Pays Basque 2020...) ou les structures associatives créées (Conseil de développement, Conseil des élus, OPLB...) n'ont rien à voir avec une véritable architecture institutionnelle pour le Pays Basque. Elles sont le résultat d'une part, du volontarisme d'acteurs locaux préoccupés par l'avenir de ce territoire (certains élus et société civile) et d'autre part, d'une tentative des représentants de l'Etat de neutraliser justement toute revendication de reconnaissance institutionnelle. Le «Pays» Pays Basque quant à lui n'est qu'un leurre.

Alors que se prépare une réforme importante des collectivités territoriales, agiter la menace d'une remise en cause de ces expériences spécifiques au Pays Basque est une manœuvre de diversion totalement hors sujet. Celle-là même qui cherche à persuader les habitants du Pays Basque qu'il y aurait ici une forme de «gouvernance» supérieure et plus efficace qu'ailleurs, que le Pays Basque serait davantage reconnu sans institution qu'il ne le serait avec une institution! Par le passé le Conseil de développe-

ment s'était prononcé en assemblée générale pour un département Pays Basque et pour une Chambre d'agriculture. Lors du débat sur la décentralisation en 2002 le Conseil des élus avait voté à l'unanimité une motion demandant que le Pays Basque soit «connu et reconnu!» En quoi ces demandes à maintes reprises largement soutenues par la population ont-elles avorté? A l'heure d'une réforme institutionnelle présentée comme importante, ne s'agit-il pas des seules et vraies questions à mettre sur la table?

Dire que le Pays Basque a été écouté et entendu relève pour AB de la mystification. L'histoire se répète malheureusement. En 2002 lors de la réforme Raffarin et des Assises de la décentralisation, les questions concernant le Pays Basque étaient déjà restées sans réponse.

Abertzaleen Batasuna réitère ses propos tenus à la veille de la signature du Contrat territorial Pays Basque 2020: «Il y a un gros problème de démocratie voire de schizophrénie politique dans ce pays! D'un côté des démarches répétées de concertation sur l'avenir de ce pays et de l'autre un refus obstiné de prendre compte les demandes politiques exprimées...»

AB réaffirme sa détermination à construire, avec tous ceux et celles qui ne se contentent pas de pis-aller et d'ersatz de solutions, un rapport de force pour avancer concrètement vers une reconnaissance institutionnelle du Pays Basque.»

Euskera-Erderak : Basque et langues indo-européennes, essai de comparaison

Il était des tout premiers abertzale d'Iparaldea dès la naissance d'Enbata. Eñaut Etxamendi nous a constamment fasciné par la fulgurance de sa dialectique, sa force de conviction et de créativité.

Xarlex Videgain, ce savant connaisseur de l'euskara, analyse pour nous le dernier ouvrage du chantage d'Esterençuby dont il souligne «l'audace méthodique».

NOUS voulons consacrer quelques lignes à la somme produite récemment par Eñaut Etxamendi. On sait que le fils d'Esterençuby est un écrivain reconnu, auteur de divers romans et d'excellentes nouvelles dont bien des titres mériteraient traduction, sans parler de son activité féconde de chanteur. L'auteur y révèle une connaissance intime de la langue, acquise par transmission familiale, enrichie de lectures nombreuses et de contacts avec des locuteurs de tous les dialectes et cette connaissance de la langue basque est certainement un soubassement essentiel de son investigation dans la construction du travail auquel il s'est affronté dernièrement sous le titre *Euskera-Erderak. Basque et langues indo-européennes. Essai de comparaison*.

Sans vouloir faire l'apologie de son parcours, il faut lui savoir gré d'avoir osé s'attaquer à une thèse difficile. L'exercice relève quelque peu de l'ascèse et Eñaut Etxamendi a su prendre la distance nécessaire avec un quotidien déjà bien rempli, la distance aussi avec les idées toutes faites. Il a su enfin mesurer et doser son effort avec sagesse et opiniâtreté pour terminer un programme de travail marathonien.

Son ouvrage est constitué de 418 pages au format serré. L'économie du travail est la suivante: après un avant-propos de 18 pages, la première partie est consacrée à la phonologie (9 pages), la deuxième à la morphologie verbale (65p.), la troisième partie à la composition et à la syntaxe, la quatrième partie au lexique avant la conclusion. Enfin, un

lexique qui n'est pas une étude suivie mais un ensemble de remarques et suggestions constitue en soi un apport important que les lecteurs pourront discuter, revoir ou rejeter (plus de 250 pages, soit la moitié de l'ouvrage). Une autre façon de considérer la structure de la thèse est donc de distinguer les quatre premières parties comme une présentation générale de la problématique de la thèse tandis que le lexique fournit un réservoir de faits pouvant confirmer ou illustrer les points de vue de l'auteur. Quant à la forme, l'auteur s'exprime avec une grande clarté et bonheur d'expression, ce qui n'est pas une surprise quand on connaît son goût de la communication.

Son travail consiste à questionner les hypothèses sur la langue basque face aux autres langues d'Europe. Alors que l'on parle de langue génétiquement isolée, ou du reste d'une famille disparue, l'auteur se demande si ces termes sont justifiés scientifiquement par les faits. Il part de la constatation que la description de la langue est encore incomplète et l'interroge cependant pour lui faire livrer les informations qu'elle recèle. D'une part, il constate que bien des spécificités supposées que l'on prête à la langue basque, comme l'ergatif (une marque pour le sujet de verbe transitif), l'agglutination (*bonetarekilakoarekin* en un seul mot pour dire «avec la personne qui est avec un bétail»), le défaut de genres, le système verbal, toutes ces spécificités supposées donc ne sont pas totalement étrangères à l'indo-européen reconstruit. D'autre part, le stock morphologique basque qui serait irréductible est quasi

introuvable. En foi de quoi, E. Etxamendi propose l'hypothèse suivante: le basque serait une langue indo-européenne très ancienne. On le voit, le pari est de taille.

La lecture de l'ouvrage est stimulante. L'auteur ne pouvait s'attaquer à tous les aspects d'un système linguistique mais ce qu'il étudie plus en détail est intéressant comme de montrer qu'il y a eu un embryon d'ergatif en indo-européen, ergatif que le basque a conservé vivant, ou bien au contraire que la distinction de genre est relativement récente en indo-européen, l'indistinction ayant été conservée par le basque qui cependant distingue animé et inanimé, et tient compte du genre dans le verbe.

On peut faire une double lecture du travail d'Eñaut Etxamendi, l'une linéaire en suivant son argumentation en tant que thèse, l'autre buissonnière en relevant sans cesse de très intéressants faits de langues ou des remarques suggestives. L'intuition de l'auteur s'appuie sur une belle accumulation de connaissance et sur une production de connaissance. En ce sens on peut voir dans l'ouvrage un itinéraire savant extrêmement construit mais aussi une randonnée dans des cantons de la langue qui ne sont pas souvent abordés. Ces remarques et coups de projecteur ne peuvent toujours emporter l'adhésion mais ils ont l'avantage de faire réfléchir soit à de très nombreuses questions ponctuelles de lexique, soit à des questions générales comme le lien possible entre génitif et féminin comme modalité de l'appartenance, ou les liens entre pronoms personnels et indices dans les formes

verbales, ou le passage du démonstratif à l'article défini.

Le travail de Eñaut Etxamendi a donc le mérite de mettre en lumière des éléments que la doxa, et peut-être le contexte de la recherche en domaine basque, ont mis sous le boisseau. Tous les éléments de comparaison fournis par Eñaut Etxamendi ne sont pas de même poids mais n'est-ce pas justement l'apport essentiel d'une thèse que de suggérer de nouvelles pistes de recherche? Elle aura certes besoin d'être confrontée à des apports d'autres sciences, de la préhistoire par exemple et l'on sait combien les échanges entre préhistoire et linguistique renouvellent actuellement la vision que nous pouvons avoir de la fragmentation linguistique en Occident. Cela ne va pas sans divergences sur les facteurs de fragmentation linguistique tels que la dispersion géographique en fonction de l'évolution des milieux naturels, de la sédentarisation de certaines communautés à dates variables, des évolutions démographiques, des conflits etc. Le rythme d'évolution des langues est lui-même en question et sans doute n'a-t-il pas été uniforme. On comprend aisément que Eñaut Etxamendi ne pouvait répondre à tous ces problèmes. Mais le domaine qu'il a abordé est en lui-même considérable. Raison de plus de le féliciter de son audace méthodique.

Xarlex Videgain

Une partie des réflexions du travail recensé ici se trouvent sur le site www.etxamendi.com.

Convention Seaska/EN en vue

L'ikastola a posé d'une manière irréversible la promotion de l'euskara en Iparaldea. Toute dynamique linguistique découle de cet acte créateur. Longtemps, en marge de la légalité scolaire, François Bayrou, alors ministre de l'Education nationale, l'a faite entrer dans la norme républicaine en conventionnant ses enseignants.

L'Office public de la langue basque devrait parvenir à normaliser ses relations avec l'Etat.

DEPUIS quelques mois les rapports entre Seaska et l'Education nationale se sont sérieusement tendus dans l'attente d'une convention qui pérennise l'action et le développement des ikastola. Une première manifestation, (héroïque!) sous une pluie de tempête, s'est récemment déroulée.

L'Office public de la langue basque, qui a basé sa politique linguistique sur «la production de locuteurs complets», s'impliquant dans ce dialogue de sourds vient de rencontrer à Paris vendredi 20 février le cabinet ministériel de Xavier

Darcos. Max Brison, président de l'Office, était accompagné de l'actuel directeur Estebe Eyherabide et de Jean-Claude Iriart. Le Recteur d'Académie participait également à cette réunion de travail. L'Office public a rappelé le rôle stratégique des ikastola dans la mise en œuvre de la politique linguistique.

Le Cabinet du ministre ayant entendu cette position et a fait preuve d'une approche constructive indiquant sa volonté d'aboutir à un processus de sécurisation assurant le développement du réseau

des ikastola dans les trois ans qui viennent. Des discussions techniques pour y parvenir devraient s'ouvrir dans les jours

qui viennent entre le ministère et Seaska, en présence de l'Office public de la langue basque.

■ Samedi dernier a été voté à la quasi unanimité (97%) l'approbation des principes de rassemblement des ikastola des sept provinces dans une nouvelle structure juridique de type coopérative européenne. Elkargoa sera très certainement officialisée dès le mois de juin et verra donc toutes les ikastola d'Euskal Herri membres d'une coopérative unique en Europe. Au-delà du symbole, cet outil permettra encore plus de coopération, de mutualisation, d'échanges, de partenariat, entre les ikastola de Seaska, de NIE (Nafarroako Ikastolen Elkarte) et d'Euskadi. Dans cette nouvelle entité, les ikastola seront directement membres de la structure et remplacera la confédération (fédération des fédérations d'ikastola) d'aujourd'hui.



Occasion manquée

JUSQU'OU peut-on participer à un système politique injuste et non-démocratique?

La question est d'actualité à l'occasion des élections au Parlement autonome de Gasteiz. Certes ce n'est pas la première élection dans laquelle une fraction de la population ne pourra pas participer mais le Parlement de Gasteiz, avec ses limites, reste aujourd'hui l'institution officielle la plus représentative qu'a le peuple basque. D'où l'acuité de la question. L'interdiction faite à la gauche abertzale historique d'y participer affaiblit fortement la légitimité du scrutin et de l'institution elle-même en tant qu'expression des habitant(e)s du territoire de la CAB. Affaiblie pour ses électeurs/trices elle le sera aussi face à Madrid, quelle que soit sa majorité. En ce sens cette interdiction de participation constitue aussi de manière plus globale une tentative d'affaiblissement durable du projet abertzale et limite la liberté de toutes les autres forces politiques ainsi que le pouvoir de la population des trois provinces.

Pourquoi ne pas boycotter ces élections? La question aurait méritée d'être posée par les forces abertzale et/ou progressistes tout du moins. Car il ne s'agit pas simplement d'une question de solidarité face à une injustice, raison déjà sérieuse en soi, ni seulement d'un principe de base: respect de la démocratie pour tous même et surtout pour ceux dont on rejette les idées. Avec cette interdiction ce sont non seulement les règles mais aussi le terrain de jeu et la possibilité même de jouer la partie qui sont remises en cause. N'y a-t-il pas dès lors un intérêt évident, une urgence même à sortir du piège? Aux questions de principe se rajoutent donc les questions de stratégie. Certains objecteront que la gauche abertzale historique est prisonnière d'une stratégie mortifère et qu'elle est en partie responsable de ce qui lui arrive. Qu'on ne saurait entrer dans son jeu car c'est justement ce que Madrid attend. Puis l'argument principal qui vient à l'esprit est de ne pas laisser aux forces étatiques, PSOE et PP, le pouvoir dans la CAB. Hypothèse par ailleurs tout à fait plausible dans la configuration actuelle. Il est vrai que des enjeux importants existent et

Jakes Bortayrou

notamment en matière linguistique. L'exemple de la Navarre est là pour le rappeler.

Pourtant les causes (stratégie d'ETA, non distanciation vis-à-vis d'elle des organisations politiques de la gauche abertzale historique, amalgame et stratégie de répression tous azimuts de Madrid...)



« Continuer à participer à cette institution comme si de rien n'était fait aussi le jeu de Madrid »

de l'état de fait actuel sont ici secondaires. La population basque veut majoritairement une issue négociée au conflit politique. Elle refuse majoritairement l'illégalisation d'une option politique. Dès lors, le rôle des partis n'est-il pas d'exprimer ces sentiments de façon claire et offensive plutôt que de donner la priorité exclusive à la gestion des institutions? Beaucoup dans le camp abertzale parlent de confrontation politique et civile. N'y avait-il pas là une opportunité de la mettre en pratique? Avec des risques certes, mais sinon de quoi parle-t-on? Confrontation signifie affrontement, prise de risques, détermination et disposition à affronter les conséquences éventuelles d'un combat qu'on estime juste. Impossible sans arrêt définitif de la lutte armée nous dira-t-on. Ne faut-il pas au contraire montrer qu'une autre voie est possible? Ou bien l'existence de la lutte armée ne serait donc qu'un prétexte pour ne rien faire? D'aucuns le pensent et faute d'alternative, cela ne les aide pas à remettre en cause leur soutien «par défaut» à une stratégie militaire contre-productive.

Des élections autonomes boycottées par EA, Aralar et EB poseraient un problème majeur aux autres forces politiques. Quel que soit le lehendakari finalement élu sa mandature n'aurait qu'une légitimité très réduite. Cela ferait le jeu de Ma-

drid? Pas plus que de cautionner en y participant un système dont il fixe les règles et les limites. Ce parlement peut voter un projet de consultation démocratique. Madrid s'en fiche et l'interdit. Aujourd'hui il décide qui pourra y siéger. Continuer à participer comme si de rien n'était à cette institution affaiblie et tenue en laisse fait aussi le jeu de Madrid en donnant une impression de normalité. Le boycott mettrait fin à la mascarade et rendrait incontournable la crise des institutions autonomes.

L'absence totale de confiance entre les forces abertzale, la crainte de l'amalgame avec ETA, celle d'une action meurtrière de l'organisation durant la campagne, la compétition entre les partis, la volonté légitime de chacun d'eux d'être renforcé par les urnes, la volonté moins glorieuse de garder à tout prix les postes, les budgets, tous les «avantages acquis» après 30 ans de gestion et beaucoup d'autres «bonnes» raisons ont empêché que le débat soit posé. Une occasion manquée.

Les conseils sont faciles à donner certes, mais nul ne nierait que beaucoup dans le camp abertzale, quel que soit leur positionnement politique, ressentent une énorme frustration face à ces élections.

Pourtant il resterait encore une opportunité. Imaginons le vendredi 27 février 2009, dernier jour de la campagne officielle transformé en journée d'insoumission collective aux diktats de Madrid. EA, Aralar et EB utiliseraient cette journée pour diffuser massivement les bulletins de vote de la liste D3M au nom des mêmes droits pour tou(te)s. L'appel serait relayé par ELA et LAB dans les usines, les bureaux et tous les lieux de travail, sur les marchés et à l'Université. On pourrait organiser une délégation d'Iparalde qui outre les forces abertzale comprendrait des militant(e)s Verts et du NPA. Des personnalités étrangères, genre Bové ou Besancenot, pourraient faire l'aller-retour en avion et venir distribuer des bulletins à Bilbo... Cela aurait de la «gueule» non? Et ça nous ferait tellement de bien personnellement et politiquement!

Notre couverture: Edouard Balladur, ancien Premier ministre, chargé par Sarkozy de modifier la carte des collectivités locales.

Sur votre agenda

Otsaila:

✓ **Vendredi 27, 17h, BAIONA** (Librairie Elkar).

Conférence: «Les revendications institutionnelles en Pays Basque Nord», par Thomas Pierre.

✓ **Vendredi 27, 19h, BAIONA** (Au siège de l'Aviron Bayonnais).

«Sagarro Berria» du Pays Basque Nord.

✓ **Ostirala 27an, 21etan, ALDUDE** (Sano-ki gelan). Ipuin-antzerkia: «Aneta Bokaleko».

✓ **Samedi 28, 11h, BAIONA** (Place Lacarre). Baiona Kantuz.

✓ **Samedi 28, 16h, BIARRITZE** (Médiathèque). Conférence en français: «Bohémiens et mascarades», par Nicole Lougarot.

Utopia, munduari falta zaiona da !

👉 (Bigarren orrialdean segida)

behar dugun lehen askatasuna da pent-satzekoa, proposamenen egitekoa, haien defenditzekoa... Independzia horrek eramaiten bagaitu inter-dependentzia batera, zergatik ez eta berdin hainbat hobe. Baina gaur egun Frantziarekiko lausotasuna eta zalantza egoera ezin onartuzkoa da!

Azkenik, utopiazalea izaita premiazkoa dela dio zeren errealistak ziren atezarabide guziek katastrofara eramanez dute! «Gaur egungo krisia gainditu nahi

badugu Antilles-etan beharko dugun gure kontsumitzeko moldeetan ere aldaketa egin. Hots pasatu beharko gira "har kontsumitzaile" egoetatik "norberaren herriarentzat pentzaketa eta berrikuntza egile" egoerara. Eta gaur egun populu ttipiek esperientzia berri horien egiteko gogo eta gaitasunak erakusten dituzte».

Ea ba mundu mailan entzuna den Glissant-ek emandako hitzek behar den oihartzuna ukanen duten eta «periferia» ttiki guzietan aldaketak ekartzeko behar den indarra emanen!

Sommaire

Cahier n°1 Enbata

● Forcing du Préfet pour une nouvelle ligne TGV... 4 et 9

● Enbata sauvé des eaux... 11

Cahier n°2 «Alda»... quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05.59.46.11.16. Fax: 05.59.46.11.09. Abonnement d'un an: 60€. Responsable de la publication: Jakes Abeberry. Dessins: Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, 8 quai Chaho à Bayonne. Commission paritaire n°0312 C 87190. Mail: enbata@wanadoo.fr